

No. 35579

**France
and
Turkey**

**Agreement on films between the Government of the French Republic and the
Government of the Republic of Turkey (with annex). Ankara, 18 October 1993**

Entry into force: 1 April 1996 by notification, in accordance with article 18

Authentic texts: *French and Turkish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 March 1999*

**France
et
Turquie**

**Accord cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République de Turquie (avec annexe). Ankara, 18 octobre
1993**

Entrée en vigueur : 1er avril 1996 par notification, conformément à l'article 18

Textes authentiques : *français et turc*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 mars 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD CINÉMATOGRAPHIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUB-
LIQUE DE TURQUIE

Le Gouvernement de la République Française,
Le Gouvernement de la République de Turquie,

Soucieux de faciliter la réalisation en coproduction d'oeuvres cinématographiques susceptibles de servir par leurs qualités artistiques et techniques le prestige de leur pays, d'enrichir leurs rapports culturels et de développer leurs échanges d'oeuvres cinématographiques,

Sont convenus de ce qui suit :

I. COPRODUCTION

Article 1er

Les oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction et admises au bénéfice du présent accord sont considérés comme oeuvres cinématographiques nationales par les Autorités des deux pays conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables dans leur pays.

Elles bénéficient de plein droit des avantages réservés aux oeuvres cinématographiques nationales qui résultent des textes en vigueur ou qui pourraient être édictés dans chaque pays.

La réalisation d'oeuvres cinématographiques en coproduction entre les deux pays doit recevoir l'approbation, après consultation entre elles, des Autorités compétentes des deux pays :

- En France : le Centre National de la Cinématographie
- En Turquie : le Ministère de la Culture, direction de la Cinématographie.

Article 2

Pour être admises au bénéfice de la coproduction, les oeuvres cinématographiques doivent être entreprises par les producteurs disposant d'une bonne organisation technique et financière et d'une expérience professionnelle confirmée.

Article 3

Les demandes d'admission au bénéfice de la coproduction par les producteurs de chacun des deux pays sont établies en vue de leur agrément selon les dispositions de la procédure d'application prévue dans l'annexe du présent accord, laquelle fait partie intégrante dudit accord.

L'agrément donné à la coproduction d'une oeuvre cinématographique déterminée par les Autorités compétentes de chacun des deux pays ne peut être subordonné à la présentation d'éléments impressionnés de ladite oeuvre cinématographique.

Lorsque les Autorités compétentes des deux pays ont donné leur agrément à la coproduction d'une oeuvre cinématographique déterminée, cet agrément ne peut être ultérieurement retiré sauf accord entre lesdites Autorités compétentes.

Article 4

La proportion des apports respectifs des producteurs des deux pays dans une oeuvre cinématographique de coproduction peut varier de 20 à 80%.

En principe un équilibre général des apports doit être réalisé entre les deux pays en ce qui concerne tant les contributions et les prestations de service respectives que la participation des artistes et des techniciens.

Les oeuvres cinématographiques doivent être réalisées par des metteurs en scène, techniciens et interprètes ayant la qualité soit de national français ou de résident en France, soit de national turc ou de résident en Turquie, soit de ressortissant ou de résident d'un pays de la Communauté Économique Européenne.

La participation d'un interprète n'ayant pas la nationalité de l'un des États mentionnés à l'alinéa précédent peut être admise, compte tenu des exigences de l'oeuvre cinématographique, après entente entre les Autorités compétentes des deux pays.

Article 5

Les travaux de prise de vues en studio, de sonorisation et de laboratoire doivent être réalisés en se référant aux dispositions ci-après.

Les prises de vues en studio doivent avoir lieu de préférence dans le pays du coproducteur majoritaire sauf accord entre les coproducteurs.

Chaque coproducteur est, en tout état de cause, copropriétaire du négatif original image et son quel que soit le lieu où le négatif est déposé.

Chaque coproducteur a droit, en tout état de cause, à un internégatif dans sa propre version. Si l'un des coproducteurs renonce à ce droit, le négatif sera déposé en un lieu choisi d'un commun accord par les coproducteurs.

En principe, le développement du négatif est effectué dans un laboratoire du pays majoritaire ainsi que le tirage des copies destinées à l'exploitation dans ce pays, les copies destinées à l'exploitation dans le pays minoritaire étant tirées dans un laboratoire de ce pays.

Article 6

Les autorités compétentes des deux pays examineront périodiquement si l'équilibre des contributions, sur les plans artistique et technique, entre les deux pays, résultant des dispositions du présent accord a été assuré et, à défaut, arrêteront les mesures jugées nécessaires.

Article 7

La répartition des recettes est faite en principe proportionnellement à l'apport total de chacun des coproducteurs. Sous réserve de l'approbation des Autorités compétentes des deux pays, cette répartition peut porter sur l'ensemble des recettes, prévoir une séparation des recettes par pays, ou être une combinaison des deux formules.

Les dispositions financières adoptées par les coproducteurs et les zones de partage des recettes sont soumises à l'approbation des Autorités compétentes des deux pays.

Article 8

Sauf dispositions contraires du contrat de coproduction, l'exportation des oeuvres cinématographiques coproduites est assurée par le coproducteur majoritaire avec l'accord du coproducteur minoritaire.

Pour les oeuvres cinématographiques à participation égale, l'exportation est assurée, sauf dispositions contraires du contrat de coproduction par le coproducteur ayant la même nationalité que le metteur en scène. Dans la cas d'exportation vers un pays appliquant des restrictions à l'importation, l'oeuvre cinématographique est, dans la mesure du possible, imputée sur le contingent de celui des deux pays associés par la coproduction qui bénéficie du régime le plus favorable.

Article 9

Les génériques, films annonces et matériel publicitaire des oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction doivent mentionner la coproduction entre la France et la Turquie.

Article 10

Dans les festivals et les compétitions, les oeuvres cinématographiques coproduites sont présentées avec la nationalité de l'État auquel appartient le coproducteur majoritaire sauf disposition différente prise par les coproducteurs et approuvée par les Autorités compétentes des deux pays.

Article 11

En matière de coproduction d'oeuvres cinématographiques de court métrage, chaque oeuvre cinématographique doit être réalisée avec le souci d'atteindre un équilibre général sur les plans artistique, technique et financier.

Article 12

Les Autorités compétentes des deux pays examineront favorablement cas par cas la réalisation en coproduction d'oeuvres cinématographiques entre la France, la Turquie, et les pays avec lesquels l'un ou l'autre État est lié par des accords de coproduction.

Article 13

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, toutes facilités sont accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant aux oeuvres cinématographiques réalisées en coproduction ainsi que pour l'importation et l'exportation dans chaque pays du matériel nécessaire à leur fabrication et à leur exploitation (pellicule, matériel technique, costumes, éléments de décors, matériel de publicité, etc .)

II. ECHANGES CINÉMATOGRAPHIQUES

Article 14

Sous réserve de la législation et la réglementation en vigueur, la vente, l'importation, l'exploitation et d'une manière générale, la diffusion des oeuvres cinématographiques nationales, ne sont soumises de part et d'autre à aucune restriction.

Les transferts de recettes provenant de la vente et de l'exploitation des oeuvres cinématographiques importées dans le cadre du présent accord sont effectués en exécution des contrats conclus entre les producteurs conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays.

Les Autorités compétentes des deux pays se concerteront afin de déterminer entre elles les moyens propres à favoriser la diffusion réciproque des films de chacun des deux pays.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 15

Les autorités compétentes des deux pays accorderont une attention particulière à la formation aux métiers du cinéma. Elles se concerteront afin d'étudier ensemble les mesures à prendre pour faciliter la formation initiale des professionnels du cinéma ainsi que la mise à jour de leurs connaissances.

Article 16

Les Autorités compétentes des deux pays se communiquent toutes informations sur les questions financières et techniques concernant les coproductions et les échanges d'oeuvres cinématographiques entre les deux pays ou sur les modifications intervenues dans la législation ou la réglementation pouvant les affecter.

Article 17

Les Autorités compétentes des deux États examineront le cas échéant les conditions d'application du présent accord afin de résoudre les difficultés éventuelles soulevées par la mise en oeuvre de ses dispositions. Elles étudieront les modifications souhaitables en vue de développer la coopération cinématographique dans l'intérêt commun des deux pays.

Elles se réuniront, dans le cadre d'une commission mixte cinématographique, à la demande de

l'une d'entre elles notamment en cas de modifications importantes soit de la législation, soit de la réglementation applicables à l'industrie cinématographique.

Article 18

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet le premier jour du mois du 2ème mois suivant le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée de deux années à dater de son entrée en vigueur. Il est renouvelable par période de deux ans par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties trois mois avant son échéance.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leur Gouvernement, ont signé le présent Accord.

Fait à Ankara le 18 octobre 1993.

Pour le Gouvernement de la République Française :

FRANÇOIS DOPFFER
Ambassadeur de France

Pour le Gouvernement de la République de Turquie :

GÜL EN KARAKADIOĞLU
Sous-Secrétaire d'État

ANNEXE

Procédure d'application

Les producteurs de chacun des pays doivent, pour bénéficier des dispositions de l'accord, joindre à leurs demandes d'admission au bénéfice de la coproduction, adressées un mois avant le tournage à leurs Autorités respectives, un dossier comportant :

- Un document concernant l'acquisition des droits d'auteurs pour l'utilisation économique de l'oeuvre;
- Un scénario détaillé;
- La liste des éléments techniques et artistiques des deux pays;
- Un devis et un plan de financement détaillés;
- Un plan de travail de l'oeuvre cinématographique;
- Le contrat de coproduction passé entre les sociétés coproductrices.

Les Autorités compétentes du pays à participation minoritaire ne donnent leur agrément qu'après avoir reçu l'Avis des Autorités compétentes du pays à participation financière majoritaire.

[TURKISH TEXT — TEXTE TURC]

TÜRKİYE FRANSA ARASINDA ORTAK YAPIM ANLAŞMASI

Fransız Cumhuriyeti Hükümeti

Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti

Sanatsal ve teknik kaliteleriyle ülkelerine prestij sağlayacak sinema eserlerinin ortak yapımının gerçekleştirilmesini kolaylaştırmak, kültürel ilişkilerini ve sinema yapıtlarının değişimini geliştirmek amacıyla aşağıdaki hususlarda anlaşmaya varmışlardır.

1- ORTAK YAPIM :

MADDE 1- Bu anlaşma kapsamında gerçekleştirilmiş ortak yapımlar kendi ülkelerinde geçerli mevzuata uygun olarak her iki ülke yetkililerince ulusal sinema yapıtı kabul edilir. Bu yapıtlar hukuken ulusal yapıtlara tanınan ve ilerde tanınabilecek tüm avantajlardan yararlandırılır.

İki ülke arasındaki ortak yapımların gerçekleştirilebilmesi, tarafların görüşmeleri sonucu iki ülkenin yetkili makamlarının onayına bağlıdır.

FRANSA : CNC (Ulusal Sinema Merkezi)

TÜRKİYE : KÜLTÜR BAKANLIĞI (Telif Hakları ve Sinema Genel Müdürlüğü)

MADDE 2- Sinema eserlerinin ortak yapım olarak kabul edilebilmesi için, öneri veren yapımcıların teknik ve mali açıdan yeterli bir organizasyon ile profesyonel deneyim sahibi olmaları gerekmektedir.

MADDE 3- Her iki ülkenin yapımcıları tarafından verilen ortak yapım taleplerinin onayı, adı geçen anlaşmanın tamamlayıcı unsuru olan ekte öngörülen uygulama prosedürünün hükümlerine göre hazırlanır.

Her iki ülkenin yetkili makamlarınca belirlenen bir sinema eserinin ortak yapımına verilen onay, adı geçen sinema eserinin basılı malzemelerinin sunumuna bağlı değildir.

Belirli bir sinema eserinin ortak yapımına her iki ülke yetkili makamlarınca verilen onay adı geçen yetkili makamlar arasında başka bir anlaşma dışında daha sonra geri çekilemez.

MADDE 4- Bir sinema ortak yapımında her iki ülkenin yapımcılarının karşılıklı katılım payı oranı %20 ile %80 arasında değişebilir. Esasen karşılıklı hizmet yükümlülükleri ve katkılarında olduğu kadar sanatçı ve teknisyenlerin katılımları konusunda da iki ülke arasında genel bir katılım dengesinin gerçekleşmesi gerekebilir.

Sinema eserlerinin, gerek Fransa ve Türk vatandaşları olan ya da her iki ülkede ikamet eden, gerekse Avrupa Ekonomik Topluluğuna üye bir ülkenin uyruğunda olan ya da bu ülkede ikamet eden yönetmen, teknisyen ve oyuncular tarafından gerçekleştirilmesi gereklidir.

Sinema eseri gerektirdiği takdirde, her iki ülkenin yetkili makamları uygun görürlerse, önceki paragrafta belirtilen iki ülke milliyetinden birine ait olmayan bir oyuncunun katılımı kabul edilebilir.

MADDE 5- Stüdyo çekimleri, seslendirme ve laboratuvar çalışmaları aşağıdaki hususlar gözetilerek yapılır.

Ortak yapımcılar arasında aksine karar verilmediği sürece stüdyo çekimlerinin, katılım payı fazla olan ülkede gerçekleştirilmesi tercih olunur.

Orjinal ses ve görüntü negatifi muhafaza edildiği yer gözetilmeksizin her iki ortak yapımcının da müşterek mülkiyetindedir.

Her durumda her ortak yapımcının kendi dilinde bir inter negatif edinme hakkı vardır. Yapımcılardan birinin bu hakkından vazgeçmesi halinde negatif her ikisininde onayladığı bir yerde saklanır.

Negatif banyonun ve o ülkede kullanılacak kopyaların çoğaltımı katılım payı yüksek olan ülkede yapılması esastır.

Katılım payı az olan ülkede gösterime girecek kopyaların çoğaltımı da bu ülkenin laboratuvarlarında gerçekleştirilir.

MADDE 6- Her iki ülkenin yetkili makamları belli aralıklarla iş bu anlaşma hükümlerinin sonucu olarak teknik ve sanatsal alanlarda iki ülke arasındaki katılım dengesinin sağlanıp sağlanmadığını inceler, sağlanmadığı durumlarda gerekli gördükleri önlemleri alırlar.

MADDE 7- Gelir bölüşümünün her ortak yapımcının katılım payı oranında yapılması esastır. Bu dağıtım yetkili makamların onaylaması şartıyla, ister gelirin bütünü, ister ülkelerden sağlanan geliri ayırt ederek veya her iki yöntemi kapsayacak şekilde düzenlenebilir.

Ortak yapımcılarca benimsenen parasal düzenlemeler ve gelir paylaşım bölgeleri her iki ülkenin yetkili makamlarının onayına bağlıdır.

MADDE 8- Ortak yapım sözleşmesindeki aksi hükümler dışında ortak yapım sinema eserlerinin dış satımı, katılım payı fazla olan yapımcı tarafından payı az olan yapımcıyla anlaşılabilir.

Eşit katılımla gerçekleştirilen sinema eserinin dış satımı ortak yapım sözleşmesinde aksi bir hüküm olmaması halinde yönetmen ile aynı ulustan ortak yapımcı tarafından gerçekleştirilir.

Dış alımlarına kısıtlama getirmiş olan bir ülkeye ihracat yapılması durumunda, mümkün olduğu ölçüde ortak yapım taraflarından ihracat yapılacak ülke karşısında en fazla kolaylık göreceği olan ülkenin kontejanından gerçekleştirilir.

MADDE 9- Ortak yapım sinema eserlerinin, jenerik, tanıtım ve reklam malzemelerinin Fransa ve Türkiye ortak yapımı olduğunu belirtmesi gerekir.

MADDE 10- Ortak yapım sinema eserleri, festivallerde ve yarışmalarda, ortak yapımcılar tarafından kararlaştırılmış ve her iki ülkenin yetkili makamlarınca onaylanmış, başkaca bir hüküm dışında katılım payı fazla olan ortak yapımcının mensubu olduğu devletin adıyla takdir edilir.

MADDE 11- Kısa metrajlı sinema eserlerinin ortak yapımında her sinema eserinin teknik, sanatsal ve parasal alanlarda genel bir denge sağlanması endişesiyle gerçekleştirilmesi gerekir.

MADDE 12- Her iki Ülkenin yetkili makamları Fransa, Türkiye ve bu iki ülkeden birinin veya diğerinin ortak yapım anlaşmalarıyla bağlı bulunduğu ülkeler arasında yapılacak ortak yapım sinema eserlerinin gerçekleştirilme aşamalarını olumlu bir yaklaşımla inceler.

MADDE 13- Ortak yapım sinema eserlerinin üretiminde çalışan sanatçı ve teknik elemanları yürürlükteki yasa ve yönetmelik hükümleri saklı kalmak şartıyla, gidis, geliş ve konaklamaları ile ortak yapımın gerçekleştirilmesi ve işletilmesi için gerekli olan ham film, teknik araç gereç, kostüm, dekor ve reklam vb.malzemelerin ithalat ve ihracatı konusunda tüm kolaylıklar sağlanır.

II.SİNEMA ESERLERİNİN DEĞİŞİMİ

MADDE 14- Yürürlükteki yasalar ve yönetmelikler çerçevesinde, ulusal sinema eserlerinin satışı, ithali, işletmesi ve genel anlamda bunların dağıtımını her iki tarafça hiçbir kısıtlamaya tabi değildir.

İş bu anlaşma çerçevesinde ithal sinema eserlerinin satılmasından ve işletilmesinden kaynaklanan gelirlerin transferi iki ülkenin her birinde yürürlükte olan yasa ve yönetmeliğe uygun bir şekilde yapımcılar arasında sonuçlanan sözleşmenin uygulanmasıyla gerçekleştirilir.

İki ülkenin yetkili makamları her iki Ülkenin filmlerinin karşılıklı dağıtımını kolaylaştıracak özel araçları aralarında belirlemek amacıyla görüşmelerde bulunacaklardır.

III.DİĞER HÜKÜMLER

MADDE 15- İki ülkenin yetkili makamları, sinema meslekleri formasyonuna özel bir dikkat göstereceklerdir.

Sinema profesyonellerinin başlangıç formasyonunu kolaylaştırmak için alınacak tedbirleri incelemek ve bu tedbirleri yaşama geçirmek için bir araya geleceklerdir.

MADDE 16- İki ülkenin yetkili makamları ortak yapımlar ve iki ülke arasındaki sinema eserlerinin değişimlerine dayanan bütün sorunlara yasalar ve yasa gücündeki kararnamelerdeki değişikliklere ilişkin bütün bilgileri birbirlerine iletirler.

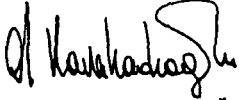
MADDE 17- İki devletin yetkili makamları bu hükümlerin kullanılmasıyla ortaya çıkacak olası zorlukları çözmek için gerektiğinde iş bu anlaşmanın uygulama şartlarını inceleyeceklerdir.İki ülkenin ortak çıkarları doğrultusunda sinematografik işbirliğini geliştirmek açısından umulan değişiklikleri inceleyeceklerdir.Sinema sanayinde uygulanabilecek hem yasalar hem de hukuki düzenlemelerde özellikle önemli değişikliklerin söz konusu olması halinde, aralarından birinin talebi üzerine karma bir sinema birliği dahilinde toplanacaklardır.

MADDE 18- İş bu anlaşmanın yürürlüğe girmesi konusunda gereken anayasal prosedürün tamamlandığını taraflardan her biri diğerine bildirmek zorundadır.Bu prosedür tebliğ edildiği

son tarihi izleyen ikinci ayın ilk günü işlerlik kazanır.

Anlaşma yürürlüğe girdiği tarihten itibaren iki yıllık bir süre zarfında sona erer. Bitiminden üç ay önce taraflardan birinin aksi beyanı olmaması halinde iki yıllık bir dönem için kendiliğinden yenilenir.

Buna dayanarak hükümetleri tarafından uygun görülen, aşağıda imzası bulunan yetkililer iş bu anlaşmayı imzalamışlardır.



H. Gülşen KARAKADIOĞLU
Müsteşar Yardımcısı



Francois DOFFER
Fransa Büyükelçisi

UYGULAMA PROSEDÜRÜ

Her ülkenin üreticileri, sözleşmenin hükümlerinden yararlanabilmek için, ortak yapının yararına yapacakları ve çekime başlanmasından bir ay önce her bir ülkenin yetkili makamlarına gönderecekleri müracaatlarına , aşağıdaki belgelerden oluşan bir dosya ekleyeceklerdir.

- Yapının ekonomik kullanımı için telif haklarının alınmış olduğuna dair bir belge,
- Ayrıntılı bir senaryo,
- Her iki ülkenin teknik ve sanatçı elemanlarının listesi,
- Ayrıntılı bir bütçe ve finansman planı,
- Sinema yapının ayrıntılı bir çalışma planı,
- İki ortak yapımcı şirket arasında imzalanmış olan ortak yapım sözleşmesi,
- Katılım payı az olan ülkenin yetkili makamları onaylarını ancak katılım payı çok ülkenin yetkili makamlarının görüşünü aldıktan sonra verir.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON CINEMATOGRAPHY BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RE-
PUBLIC OF TURKEY

The Government of the French Republic,
The Government of the Republic of Turkey,

Desiring to facilitate the co-production of films which, by virtue of their artistic and technical qualities, are likely to enhance the prestige of their countries, to enrich their cultural relations and to develop the exchange of films between them,

Have agreed as follows:

I. CO-PRODUCTION

Article 1

Films co-produced and qualified under this Agreement are considered to be national films by the authorities of the two countries, in accordance with the laws and regulations applicable in their country.

They shall by right benefit from the privileges reserved for national films under the provisions which are in effect or under those which may be enacted in each country.

Films to be co-produced by the two countries must be approved after consultation between the competent authorities of the two countries:

- In France: the National Film Centre;
- In Turkey: the Ministry of Culture, Film Department.

Article 2

In order to qualify for co-production benefits, the producers making the film must have an organization that is technically and financially sound and recognized professional experience.

Article 3

Applications for co-production benefits shall be filed by producers from each of the two countries in accordance with the application procedure set forth in the annex to this Agreement, which is an integral part of said Agreement.

Approval for the co-production of a given film by the competent authorities of each of the two countries may not be subject to the presentation of printed elements of the said film.

When the competent authorities of the two countries have given their approval for the coproduction of a given film, such approval may not subsequently be withdrawn unless the said competent authorities agree otherwise.

Article 4

The respective contributions of the producers of the two countries to a co-produced film may range from 20 to 80 per cent.

In principle, the two countries must achieve an overall balance with respect both to their respective contributions and service inputs and to the participation of actors and technicians.

Films must be made by directors, technicians and actors who are French nationals or residents in France, Turkish nationals or residents in Turkey, or nationals of or residents in a country of the European Economic Community.

The participation of actors who are not nationals of one of the States referred to in the preceding paragraph may be permitted, due account being taken of the requirements of the film, with the agreement of the competent authorities of the two countries.

Article 5

Studio scenes must be shot and sound track and laboratory work done in accordance with the following provisions.

Studio scenes shall be shot preferably in the country of the major co-producer unless the co-producers agree otherwise.

Each co-producer shall, in any event, be co-owner of the original negative (picture and sound), irrespective of where the negative is kept.

Each co-producer shall be entitled, in any event, to an internegative in his own language. If either co-producer waives this right, the negative shall be kept in a place selected jointly by the co-producers.

In principle, the negative shall be developed in a laboratory in the major co-producing country and the prints intended for use in that country shall also be made there. The prints intended for use in the minor co-producing country shall be made in a laboratory in that country.

Article 6

The competent authorities of the two countries shall consider periodically whether the two countries have maintained a balance in terms of artistic and technical contributions, as required under the provisions of this Agreement, and, if they have not, shall decide what measures are deemed necessary.

Article 7

In principle, receipts shall be divided in proportion to the total contribution of each co-producer. Subject to the approval of the competent authorities of the two countries, such division may apply to receipts as a whole or provide for separate receipts by country, or be a combination of the two methods.

The financial provisions adopted by the co-producers and the areas of division of receipts shall be subject to the approval of the competent authorities of the two countries.

Article 8

Unless the co-production contract provides otherwise, export arrangements for co-produced films shall be made by the major co-producer with the agreement of the minor co-producer.

If the respective contributions of the co-producers are equal, unless the co-production contract provides otherwise, export arrangements shall be made by the co-producer having the same nationality as the director. In the case of export to countries which have import restrictions, the film shall, to the extent possible, be charged against the quota of whichever of the two co-producing countries enjoys the most favourable arrangement.

Article 9

Credits, trailers and publicity material for co-produced films shall indicate that such films are Franco-Turkish co-productions.

Article 10

Unless the co-producers make other arrangements and these are approved by the competent authorities of the two countries, co-produced films shall be entered in festivals and competitions under the nationality of the State of the major co-producer.

Article 11

As regards the co-production of short films, each film shall be artistically, technically and financially balanced overall.

Article 12

The competent authorities of the two countries shall give favourable consideration, on a case-by-case basis, to the co-production of films by France, Turkey and those countries with which either State has co-production agreements.

Article 13

Subject to the legislation and regulations in force, every facility shall be afforded for the travel and sojourn of artistic and technical personnel working on co-produced films and for the import and export to and from each country of material needed to make and release the same (unexposed film, technical material, costumes, sets, publicity material, etc.).

II. EXCHANGE OF FILMS

Article 14

Subject to the legislation and regulations in force, the sale, import, release and distribution in general of national films shall not be subject to any restrictions by either Party.

Transfers of receipts from the sale and release of films imported under this Agreement shall be made in accordance with the contracts concluded between the producers and with the legislation and regulations in force in each country.

The competent authorities of the two countries shall consult each other with a view to determining the best means of promoting the reciprocal distribution of the films of each country.

III. GENERAL PROVISIONS

Article 15

The competent authorities of the two countries shall pay special attention to training for careers in the film industry. They shall consult each other with a view to considering what measures should be taken to provide basic training for film professionals and to update their knowledge.

Article 16

The competent authorities of the two countries shall communicate to each other any information on financial and technical matters concerning co-productions and exchanges of films between the two countries or amendments made to legislation or regulations which may affect them.

Article 17

The competent authorities of the two States shall consider, where necessary, the conditions of application of this Agreement with a view to resolving any difficulties which may arise from the implementation of its provisions. They shall study such amendments as may be desirable with a view to developing cinematographic cooperation in the common interest of the two countries.

They shall meet, within the framework of a joint film commission, at the request of either of them, particularly in the event of substantial changes to the laws or regulations applicable to the film industry.

Article 18

Each Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date on which the last notification is received.

The Agreement shall be concluded for a period of two years from the date of its entry into force. It shall be automatically renewable for two-year periods, unless either Party denounces it three months prior to its expiry.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized thereto by their Governments, have signed this Agreement.

Done at Ankara, on 18 October 1993.

For the Government of the French Republic:

FRANÇOIS DOPFFER
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Turkey:

GÜL EN KARAKAD OGLU
Assistant Secretary of State

ANNEX

Application Procedures

In order to benefit from the provisions of the Agreement, the producers from each country must attach to the application for co-production privileges, which must be submitted to their respective authorities one month prior to the start of filming, a file containing:

- A document showing that copyright has been acquired for the commercial use of the work;
- A detailed script;
- A list of the technical and artistic contributions of the two countries;
- A detailed cost estimate and financing plan;
- A production schedule;
- The co-production contract concluded between the co-production companies.

The competent authorities of the country having the minor participation shall give their approval only after receiving the opinion of the competent authorities of the country having the major financial participation.